

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Associations et fondations d'entreprise



Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Annonce n° 1679

75 - Paris

ASSOCIATIONS

Modifications

Déclaration à la préfecture de police

COMITE FRANCAIS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES AVOCATS ET JURISTES JUIFS - A.I.J.J..

Nouvel objet : contribuer à l'établissement et au respect d'un ordre juridique international et promouvoir les droits de la personne humaine, l'égalité des peuples et des religions ainsi que le droit des états et des peuples à vivre en paix et d'une manière générale lutter pour le respect des droits fondamentaux, des valeurs humaines telles qu'elles ont été définies dans le cadre de la déclaration universelle des droits de l'homme, à laquelle le professeur René Cassin a participé ; lutter contre le racisme, la xénophobie, les génocides et l'antisémitisme sous toutes ses formes, par tous moyens, et notamment par voie judiciaire et en défendre les victimes, qu'elles soient individuelles ou collectives ; défendre la mémoire et l'honneur des victimes de la déportation et de toutes victimes de crimes contre l'humanité et combattre par tous moyens la négation et l'apologie des crimes contre l'humanité ; assister et défendre les victimes d'actes de terrorisme et combattre l'apologie du terrorisme ; promouvoir l'étude des problèmes légaux intéressant les communautés juives dans le monde dans le cadre des lois internes et internationales, étudier en collaboration avec les juristes d'Israël et leurs institutions, les problèmes légaux d'un intérêt particulier pour l'état d'Israël, et les défendre, notamment par la voie judiciaire ; promouvoir, en collaboration avec les juristes d'Israël et leurs institutions, l'étude des problèmes légaux d'un intérêt particulier pour l'état d'Israël ; lutter contre toutes les discriminations, notamment antisémites ou économiques ; promouvoir l'étude de la loi juive et du droit comparé ; recueillir des informations sur le statut de fait et de droit des communautés juives dans le monde et au besoin de leur apporter aide et assistance ; promouvoir et de maintenir une coopération et des échanges entre les membres de l'association ;

Siège social : Ordre des Avocats Bureau des Associations, 4, boulevard du Palais, Cs 80420 Cedex 1 - 75053, 75001 Paris.

Date de la déclaration : 2 janvier 2024.